

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2508. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Jeudi
27
SEPTEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France : 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger : 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITE : 11, B° des Italiens. - Tél. Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

LE NOUVEL "AS DES AS" : NUNGESSER



LE VOICI CAUSANT AVEC LE LIEUTENANT AMERICAIN THAW

La disparition du capitaine Guynemer fait passer le titre d'« as des as » au sous-lieutenant Nungesser, qui a abattu, jusqu'à ce jour, 30 appareils allemands. Voici cet officier (X) racontant son dernier combat au lieutenant Thaw, de l'escadrille américaine.

LE HÉROS DU RAID TURIN-LONDRES



LE CAPITAINE LAUREATI SUR LE TERRAIN DE HOUNSLOW

Le capitaine italien Laureati, qu'accompagnait le mécanicien Tonzio, vient d'accomplir en avion le voyage de Turin à Londres, parcourant, sans escale, 1.050 kilomètres en 7 heures 22 minutes. Il apportait une lettre autographe du roi d'Italie au roi George.

PRISE D'ARMES HIER AUX INVALIDES



LE PRINCE DE CONNAUGHT DÉCORE LE GÉNÉRAL DUBAIL

Hier après-midi, en l'hôtel des Invalides, le prince de Connaught a remis des distinctions britanniques à des officiers et soldats français. Il a décoré le général Dubail, gouverneur militaire de Paris, de la grand'croix de Saint-Michel-et-Saint-George.

LA CROIX DE GUERRE D'ESSAD PACHA



EN PRÉSENCE DU GÉNÉRAL SARRAIL, UN OFFICIER LIT LA CITATION

Au cours d'une prise d'armes à Salonique, le général Sarraill (2) a décoré Essad pacha (1) de la croix de guerre. On sait que les contingents albanais d'Essad ont exécuté, avec un détachement français, un raid au cours duquel ils firent 442 prisonniers.

SUPRÊME ASSAUT CONTRE KERENSKY

Certains membres du Soviet réclament déjà sa mise en accusation.

M. Tchernof n'a pas encore précisé quelle attitude il adopterait.

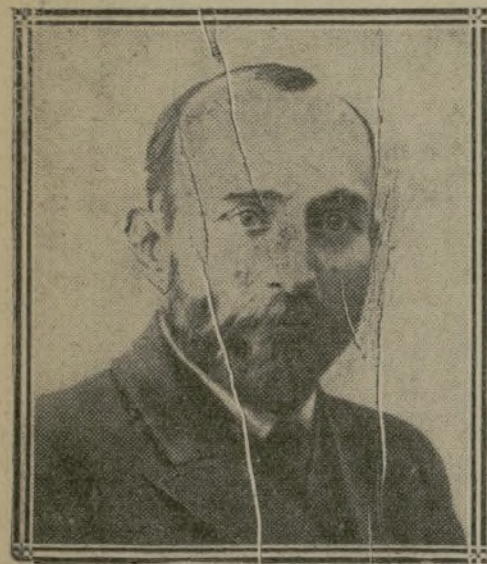
PETROGRAD, 26 septembre. — La situation continue à être trouble et les bruits les plus contradictoires circulent dans une opinion inquiète et agitée.

Les maximalistes, intéressés à rendre la position de Kerensky intenable avant le suprême assaut qu'ils méditent de lui livrer, laissent entendre que d'autres personnages aspirent à la dictature ; on prononce depuis deux jours avec persistance le nom du général Verkovsky, ministre de la Guerre, qui, dit-on, serait disposé à prendre en mains la direction du gouvernement.

Cette assertion ne repose sur aucun fondement ; le général Verkovsky, qui est très lié avec Kerensky, marche complètement d'accord avec lui. Il revient de Mohilef où il a pris les dernières mesures en vue de réorganiser l'armée et d'assurer au gouvernement et à la révolution les forces ordonnées et disciplinées qui leur ont, jusqu'à présent, fait défaut.

Le Soviet continue à délibérer, et tout fait prévoir que le dénouement de ce drame angoissant est proche.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, M. Tchernof a refusé au dernier moment de



M. NICOLAS TCHAIKIDZE

dont la démission de président du Soviet avait été interprétée, peut-être à tort, comme une désapprobation des maximalistes, et qui est appelé à jouer un rôle important dans ces journées décisives.

se solidariser avec MM. Tchaidze, Tsereteli et la plus grande partie des membres du bureau exécutif qui avaient démissionné ; il est demeuré en fonctions et son exemple a été imité par M. Skobelef, ancien ministre du Travail dans le précédent ministère.

On prêtait hier à certains membres du Soviet l'intention de demander la libération du général Kornilof « seulement comble d'avoir suivi les instructions de Kerensky et servi les projets du dictateur » et la mise en accusation de Kerensky lui-même. Etant donnée l'influence croissante des maximalistes au Soviet, il ne serait pas impossible qu'une pareille résolution, si insensée qu'elle soit, fût prochainement soumise à l'assemblée de Petrograd. (Radio.)

PETROGRAD, 25 septembre. — M. Kerensky est toujours au front, et les représentants du gouvernement qui se trouvent à Petrograd considèrent avec une certaine inquiétude la préparation de la conférence du Soviet.

Kerensky presse l'enquête sur l'affaire Kornilof, afin d'être à même de se justifier.

Un journal bavarois qui juge sans indulgence les palinodies du kaiser

BERNE, 26 septembre. — La Muenchener Post, de Munich, critique sévèrement la réponse allemande au pape, qui « est consacrée en grande partie à la louange de l'empereur ».

« Il ne faut pas oublier — écrit-elle — que, constitutionnellement, le kaiser n'est que le président de la Confédération allemande, et lorsque la note affirme que, dans les desirs de paix, le peuple allemand se trouve derrière l'empereur, elle renverse les rôles, car c'est le kaiser qui se trouve derrière le peuple. Il ne faut donc pas laisser sans protestation le fait que la personne du kaiser soit mise ainsi au premier plan. »

« Personne n'ignore, en Allemagne, les déclarations pacifistes de l'empereur, mais on connaît aussi les menaces voilées que depuis vingt-huit ans il s'est plu à adresser aux nations étrangères, de sorte que les gouvernements ennemis ne les oublient pas, malgré la note. »

Le journal déplore ensuite que bon nombre de hautes personnalités allemandes fomentent l'agitation contre toute idée de paix, et que ces personnalités, au lieu d'être désavouées par le grand quartier général, aient été encouragées dans leur néfaste campagne.

Le drame mystérieux de Genève

M. Pascal d'Aix a été mis provisoirement en disponibilité.

GENÈVE, 26 septembre. — On annonce que M. Pascal d'Aix, consul général de France à Genève, a été mis provisoirement en disponibilité.

Il a été entendu à Lausanne par M. Taiguy, ministre plénipotentiaire.

C'est M. Pralon, ancien consul à Rotterdam, qui remplace M. Pascal d'Aix. L'état de santé de Mlle Pascal d'Aix est stationnaire. Une opération a été tentée hier.

L'état de Mme Pascal d'Aix s'est légèrement amélioré.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE
Rue de Rivoli, 63, PARIS
Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats

NOUVELLE ET IMPORTANTE AVANCE DES ANGLAIS A L'EST D'YPRES

En cinq jours nos alliés ont tout remis en œuvre pour préparer cette seconde action.

ATTAQUANT HIER MATIN, ILS ONT GAGNÉ 1 KILOMÈTRE EN PROFONDEUR SUR UN FRONT DE 15 KILOMÈTRES

Les troupes britanniques ont repris l'offensive à l'est d'Ypres sur un front plus étendu encore que celui de leur dernière attaque, et obtenu un succès non moins complet. C'est le 20 septembre que nos alliés avaient enlevé les importantes positions du bois des Nonnes, de Glencorse, d'Inverness ou d'Herouthage, les villages de Veldhoek et de Kasteelhoek ou Tower-Hamlet. Il ne leur a donc fallu que cinq jours pour organiser le terrain conquis, dont la superficie était de deux kilomètres en profondeur sur treize de largeur, et faire avancer leur artillerie de manière à profiter des nouveaux points d'observation.

C'est là un véritable record de rapidité, d'autant plus méritoire que les transports, en ce terrain marécageux et coupé de nombreuses lignes d'eau, sont extrêmement difficiles.

Les Allemands, qui prévoyaient et redoutaient cette nouvelle attaque, avaient tenté de la prévenir en attaquant eux-mêmes vers le centre et l'aile droite britannique, entre le bois du Polygone et le village de Tower-Hamlet. Complètement repoussés à l'aile droite, ils avaient d'abord obtenu un léger avantage au centre, entre le bois du Polygone et la route de Menin. Ils n'avaient pu réussir à le développer, malgré un second assaut très violent, et peu après un vigoureux retour offensif de nos alliés leur enlevait les tranchées prises et rétablissait entièrement la situation.

On remarquera que cette réaction ne portait que sur une partie du front de combat. Tout au contraire, l'offensive britannique qui lui a succédé s'est étendue au delà de ce front, vers le nord, jusqu'à la région de Langemark et aux abords de la forêt d'Houthulst. La voie ferrée de Langemark à Thourout et le canal d'Ypres à Comines en marquaient les limites extrêmes, la ligne jalonnée par les villages de Poelcapelle, Zonnebeke, Gheluvelt, Zandvoorde et Kort-

wilde le terme assigné à sa progression. Cette progression a été accomplie, en effet ; elle atteint un kilomètre en moyenne sur une largeur de quinze kilomètres.

A l'aile gauche, tous les objectifs ont été atteints du premier élan, jusqu'aux abords de Poelcapelle et de Zonnebeke ;



au centre, les contingents australiens ont achevé la conquête du bois du Polygone et progressé entre ce bois et la route de Menin malgré une résistance acharnée.

A l'aile droite, l'avance s'est étendue jusqu'au canal de Comines, sans que l'ennemi ait pu l'enrayer en aucun point ; les Allemands se trouvent ainsi rejetés complètement des collines à l'est d'Ypres, qui barraient les routes de Roulers et de Menin. De plus, les centres de résistance de la forêt d'Houthulst, au nord, de Warneton et de Comines, au sud, sont débordés ; le premier défend la route de Thourout, les seconds couvrent Lille.

Jean VILLARS.

Un nouveau raid sur l'Angleterre

Six personnes ont été tuées et seize blessées

LONDRES, 26 septembre. — Le communiqué officiel suivant a été publié ce matin : Des avions ont franchi les côtes des comtés de Kent et d'Essex en divers points, hier, dans la soirée. Quelques bombes ont été lancées.

Un des avions est parvenu jusqu'aux faubourgs sud-est de Londres. Deux bombes ont été lancées.

On compte une vingtaine de tués et blessés.

Lord French, commandant des forces de l'intérieur, a publié le communiqué complémentaire suivant sur le raid aérien ennemi de la nuit dernière :

Les derniers rapports reçus montrent que le premier groupe d'appareils qui approcha de Londres, la nuit dernière, fut repoussé par le feu des canons ; deux machines seulement pénétrèrent à l'intérieur de la zone de défense ; les appareils lancèrent quelques bombes sur le district sud-est de Londres vers 7 heures 45 du soir, endommageant quelques maisons, tuant six personnes et en blessant seize.

Un second groupe qui s'approcha de Londres une demi-heure plus tard fut repoussé.

LONDRES, 26 septembre. — Le nouveau raid d'avions qui fut signalé dans Londres

hier soir, vers 7 h. 50, n'a guère affecté la capitale.

Au premier avertissement le public prit les précautions recommandées par la police, il semble que seul un appareil soit arrivé à survoler un quartier du sud-est de Londres où il lança des bombes.

La ville reprit sa vie normale dès qu'il devint évident que les appareils avaient été chassés, c'est-à-dire une demi-heure environ après la première alarme.

LONDRES, 26 septembre. — L'Exchange Telegraph annonce qu'un des avions ennemis qui ont participé au raid de la nuit dernière semble avoir été atteint par le feu des batteries anglaises dans le comté d'Essex, car il laissa tomber une pluie d'essence sur une ville avant de disparaître au-dessus de la mer.

La disparition de Guynemer

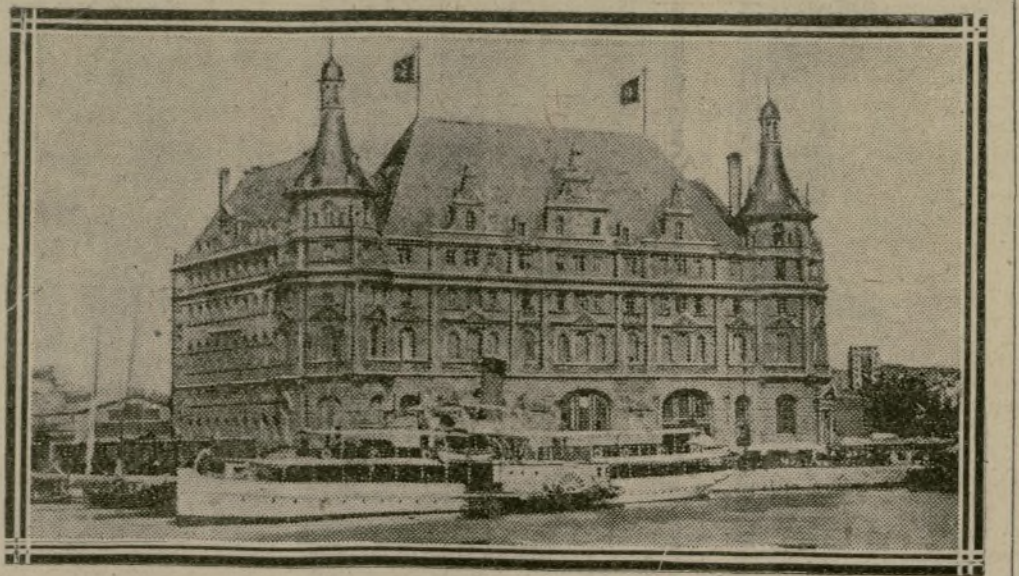
On nous communique la note suivante :

Certains journaux ont annoncé que le capitaine Guynemer avait succombé au cours de son expédition. Cette information est inexacte ; aucun renseignement ne permet de conclure que le capitaine Guynemer a été tué.

Le communiqué officiel concernant la disparition du vaillant officier reste seul conforme à la réalité.

LA GARE D'HAIDAR-PACHA, TÊTE DE LIGNE DU CHEMIN DE FER DE BAGDAD, A ÉTÉ DÉTRUITE PAR UN INCENDIE

Ainsi l'expédition projetée par les Turcs contre la colonne anglaise de Mésopotamie se trouve compromise.



LA GARE D'HAIDAR-PACHA

GENÈVE, 26 septembre. — Suivant le récit de personnes arrivées de Constantinople, une forte explosion suivie d'un immense incendie a détruit complètement la gare de Haidar-Pacha, tête de ligne du chemin de fer de Bagdad.

Tout le matériel du chemin de fer, les munitions accumulées pour l'expédition contre

Bagdad, 200.000 abus, le matériel sanitaire comprenant un grand nombre d'automobiles et d'ambulances perfectionnées ont été anéantis.

Au dire des officiers allemands eux-mêmes, l'expédition contre Bagdad est retardée par ce fait au moins de trois mois.

LA SUÈDE FAIT "ÉCHEC AU ROI"

Le résultat des élections est nettement défavorable au parti au pouvoir.

Néanmoins le roi n'est pas pressé de constituer un nouveau ministère.

LONDRES, 26 septembre. — Selon une dépêche de Stockholm au Daily Chronicle, les résultats des élections en Suède ont été connus mardi soir.

La Chambre précédente comptait 87 socialistes, 86 conservateurs, 57 libéraux ; la nouvelle Chambre comprendra 98 socialistes, 60 conservateurs, 60 libéraux, 12 membres représentant les partis paysans.

Les conservateurs ont donc perdu 26 sièges, les libéraux en ont gagné 3 et les socialistes 11.

Le groupe des paysans a, pour la première fois, pris part aux élections en qualité de parti isolé.

Les socialistes ont gagné 25.000 voix et représentent actuellement 290.000 votants, les libéraux ont gagné 4.000 voix et représentent 200.000 votants, les conservateurs ont perdu 8.000 voix et n'ont réuni que 188.000 votants contre 268.000 en 1914.

Les organisations paysannes constituent un groupe de 50.000 votants.

Le cabinet ne démissionne pas

STOCKHOLM, 26 septembre. — Malgré le résultat des élections, qui ont renforcé la majorité de la coalition libérale et socialiste, le ministère Swartz-Lindman, qui est un ministère de droite, ne donnera pas sa démission, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Le ministre Swartz avait été nommé par le roi pour empêcher que la gauche n'eût au gouvernement la part que lui donnait sa représentation parlementaire et surtout pour écarter M. Branting, dont les sentiments favorables à l'Entente sont connus.

Il est peu probable que Gustave V puisse gouverner contre l'opinion publique avec la nouvelle Chambre. Mais, le Riksdag ne se réunissant que le 15 janvier, le ministère Swartz restera en fonctions au moins jusqu'à cette date. Les conservateurs, quoique battus aux élections, n'ont pas envie de s'en aller et de laisser la place à M. Branting.

Assez vif incident au Palais-Bourbon

C'est M. Brizon qui le provoque par une intervention malencontreuse

La Chambre a voté hier, par 480 voix contre 4, l'ensemble du projet de douzièmes applicables au 4^e trimestre de 1917.

La discussion fut houleuse. Certaines intempérances de langage de M. Brizon et de M. Raffin-Dugens soulevèrent, en effet, les protestations indignées de l'immense majorité de l'Assemblée.

Commentant une information de la Tribune de Genève du 13 septembre, où il était question de l'envoi en France d'ingénieurs et d'employés de chemins de fer américains pour suppléer les cheminots français, M. Brizon demanda si ceux-ci allaient être renvoyés à l'étranger.

L'Amérique ayant déclaré la guerre à l'Allemagne, dit-il, la fera-t-elle faire par le sang français ?

Une clameur indignée lui répondit. Tour à tour, M. Deschanel, président de la Chambre, et M. Klotz, ministre des Finances, protestèrent avec véhémence.

M. Brizon poursuivit de sa voix nasillarde : Vous inclinez la France devant les intérêts anglais et américains. Je demande si on n'estime pas qu'il y a assez de morts...

Tandis que M. Raffin-Dugens faisait chorus, M. Emile Constant s'écria au centre : Nous ne nous battons pas pour les Américains. Ce sont les Américains qui se battent pour nous !

M. L.-L. Klotz, ministre des Finances, déclara, aux applaudissements de l'Assemblée : Les Français, les Anglais, les Italiens, les Américains et leurs alliés se battent tous pour la justice et pour le droit. Une parole prononcée contre nos alliés est une parole prononcée contre la France !

Précisant d'ailleurs plus loin, sur une question courtoise de M. Moutet, la portée du concours américain, M. Clavelle, ministre des Travaux publics, exposa :

L'armée des Américains va occasionner des augmentations de transports considérables, et je ne laisserai donc pas entamer mes effectifs. Les Américains n'envoient de personnel que pour assurer leurs propres transports, et nous ne pouvons que les remercier du secours qu'ils nous apportent. De vifs applaudissements accueillirent ces paroles.

Signalons enfin que, sur un amendement de M. Emile Constant, le gouvernement accepta le contrôle de l'emploi des fonds secrets du ministère des Affaires étrangères par le comité de guerre. A cette occasion, M. Georges Bonnet s'étonna que M. Malvy ait pu justifier, devant le groupe radical-socialiste, l'octroi d'une subvention mensuelle de 8.000 francs au Bonnet Rouge sur les fonds secrets du ministère de l'Intérieur, par la nécessité « d'encourager le patriotisme d'Almeryda ».

Séance aujourd'hui.

Léopold BLOND.

Au Sénat

Le Sénat a tenu, hier après-midi, une courte séance pour permettre au ministre des Finances de déposer le projet de douzièmes que la Chambre venait de voter. Le rapport de la commission des finances ayant été déposé aussitôt, la Haute-Assemblée décida de discuter le projet samedi.

Elle a renvoyé, d'autre part, à une date ultérieure la fixation de la discussion d'une interpellation de M. Martinet sur l'application des décrets des 13, 31 juillet et 5 septembre 1917 et de la loi du 3 août 1917 en ce qui concerne l'agriculture.

Lecabinet de M. Jean Dupuy

Le cabinet de M. Jean Dupuy, ministre d'Etat, est ainsi constitué : M. Henri Le-grand, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé chef de cabinet, et M. Perrotin, chef de service au ministère de l'Armement, est nommé chef-adjoint.

HIER, M. TURMEL ÉTAIT PLAIGNANT...

Il prétend toujours que sa plainte et "son affaire" doivent être jointes.

L'avis du Parquet est tout à fait contraire à cette thèse.

M. Turmel avait été convoqué par M. Gilbert pour hier, 2 heures.

Accompagné de M. Jacques Bonzon, le député des Côtes-du-Nord se présentait, hier, à l'heure dite, au cabinet du juge. Après avoir réglé entre les mains du greffier la consignation exigée, et régularisé ainsi sa constitution de partie civile, M. Turmel déposa entre les mains de M. Gilbert une note, signée de lui et de son avocat, demandant une ordonnance de jonction des instructions ouvertes contre lui et contre Cousin.

Lorsque ce document eut été remis au juge d'instruction, celui-ci pria M. Jacques Bonzon de se retirer, le défenseur ne devant pas assister à la déclaration d'un plaignant, bien que se constituant partie civile.

Sans avoir cessé pour cela d'être inculpé de commerce avec l'ennemi, M. Turmel, devenu plaignant à son tour, demeura donc seul en présence du magistrat instructeur.

— Eh bien ! expliquez-vous, lui demanda M. Gilbert. Plaignant, il vous appartient de faire la preuve qu'il vous a été volé 2.000 francs. Cependant, il vous faut aussi faire la preuve que les 27.000 francs sont bien votre propriété.

A ce coup droit, M. Turmel s'esquiva. — Je ne répondrai, dit-il, que lorsque vous aurez fait la jonction des deux plaintes.

Mais M. Gilbert s'empessa de déclarer catégoriquement à M. Turmel que les deux affaires qui lui sont confiées étaient et resteraient distinctes.

Et, sur cette nette affirmation, le député de Guingamp se retira. Après s'être entre-tenu quelques instants avec M. Jacques Bonzon, il quitta le Palais, escorté à distance respectueuse par ses fidèles « suivants ».

Indigné, l'huissier Cousin proteste contre l'accusation

Aussitôt après le départ de M. Turmel, l'huissier Cousin était à son tour introduit chez M. Gilbert.

Le juge lui annonça qu'il l'inculpait de vol sur la plainte du député des Côtes-du-Nord, puis il lui fit subir l'interrogatoire d'identité.

M. Cousin protesta énergiquement contre l'accusation dont il est l'objet.

— Tout cela est odieux, dit-il. Je proteste contre la plainte en vol déposée contre moi ; je suis innocent, et je n'éprouverai aucune difficulté à faire la preuve de la mauvaise foi de M. Turmel. De nombreux témoignages feront éclater ma complète innocence.

M. Cousin s'est ensuite retiré en annonçant qu'il allait faire choix d'un défenseur.

M. Turmel et sa nièce ou le mystérieux voyage

Les perquisitions au domicile de M. Turmel à Loudéac furent opérées par M. Labourie, commissaire de la brigade mobile de Rennes, assisté de M. Cauquelin, secrétaire de M. Daru, et de deux inspecteurs des délégations judiciaires. Ces derniers sont rentrés à Paris porteurs des plus importants documents saisis, notamment ceux qui pourront permettre d'établir la situation financière de M. Turmel avant et pendant la guerre.

D'autre part, M. Gilbert s'efforce d'éclaircir les raisons qui amènent Mlle Jeanne Abraham, nièce de M. Turmel, à effectuer, le 12 septembre, un voyage à Paris.

Mlle Abraham avait été chargée d'une mission auprès de son oncle, par Mme Turmel, inquiète des bruits qui circulaient sur le compte de son mari.

Mlle Abraham arriva avenue Saint-Philippe à 7 heures du matin. M. Turmel lui donna rendez-vous au bois de Boulogne, après déjeuner. C'est là qu'assis sur un banc ils causèrent longuement, discrètement surveillés cependant. Et, au moment de se séparer, M. Turmel remit à sa nièce des papiers qu'elle enferma dans son sac à main.

A Loudéac, Mlle Abraham déclara avoir remis ces papiers, dont elle ignorait la valeur, à sa tante.

Confirmer ces dires, M. Turmel a précisé que ces papiers traitaient de l'acquisition d'une forêt. Cette explication rencontre des sceptiques...

L'affaire du chèque

Le capitaine Bouchardon a interrogé, hier matin, une amie de Jacques Landau sur les relations de celui-ci, ainsi que sur les projets dont il a pu lui faire confidence. Nous croyons savoir que Jacques Landau pourrait être interrogé aujourd'hui, en présence de M. Charles Philippe.

Au cours de son dernier interrogatoire, l'inculpé Marion a affirmé, ce qui a été établi, qu'en 1915 il n'était pas au Bonnet Rouge, où il n'est entré qu'en avril 1916, en qualité d'administrateur, fonction qu'il n'occupa qu'un mois, Duval lui ayant succédé à ce titre.

On statuera aujourd'hui sur le pourvoi Mata-Hari

Devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Bard, viendront, aujourd'hui, les débats du pourvoi formé par la danseuse Mata-Hari contre le jugement du 3^e conseil de guerre, qui, le 25 juillet dernier, la condamna à la peine de mort pour intelligences avec l'ennemi et espionnage.

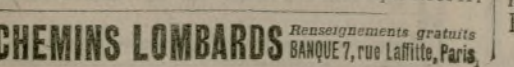
Bolo pacha gravement malade

Bolo pacha souffre en ce moment d'une maladie de cœur aggravée par une violente crise d'urémie. C'est le professeur Legris qui le soigne au Grand-Hôtel où le malade occupe la chambre 60.

Rappelons à ce sujet la déclaration significative que Bolo pacha fit au capitaine Bouchardon au cours d'un de ses interrogatoires :

— Vous pouvez être tranquille, je ne me suiciderai pas, et en cas de décès j'exige l'autopsie.

— Hier a été célébré, dans l'intimité, en l'église Saint-Philippe du Roule, le mariage du baron Napoléon Gourgaud, fils du baron



L'APPAREIL EN PLEIN VOL. — LE DOCTEUR CHASSAING DANS LA CELLULE DE L'AVION

Des expériences officielles de l'avion sanitaire du docteur Chassaing, dont nous avons parlé en détail dans notre dernier numéro, ont eu lieu hier à 15 h. 30, sur l'aérodrome de Villacoublay, en présence de M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat

du Service de Santé, que l'on voit ici à droite de l'appareil. Notre photographie représente le docteur Chassaing, figurant un blessé, au moment où il est placé sur une civière dans la cellule aménagée à l'arrière de l'avion orné de la Croix-Rouge.

On dit que les révolutionnaires russes, ayant eu l'idée, pour établir le bilan de la fortune impériale, de faire inventorier et expertiser les joyaux de la couronne, ne furent pas peu surpris d'apprendre qu'aux gemmes uniques des mains adroites, agissant par ordre, avaient substitué de vulgaires imitations. Le trésor que l'on croyait trouver à l'Hermitage aurait pris le chemin de l'Allemagne et serait actuellement gardé à Darmstadt par la famille de la tsarine.

Ajoutons que parmi les pièces qui le constituaient un certain nombre ont été livrées par les premiers joailliers de Paris, mais l'un d'eux nous a confié que la famille impé-

LE VEILLEUR.

d' **ESTOMAC** anciennes